

L'OPINION PUBLIQUE.

Du Journal de Waterloo :

" Nous avons vu depuis dix ans ce que pouvaient nos hommes d'Etat pour la défense de nos droits.

" Que sont, après tout, ces fameux hommes d'Etat, dont on chante chaque jour les louanges dans les journaux ?

" Sont-ils autre chose, à peu d'exceptions près, que des débauchés, des viveurs et des nullités prétentieuses ?

" Nous serions bien à plaindre, s'il fallait combattre pour la défense de nos droits, sous la direction de pareils chefs."

Je ne connais pas l'homme qui a écrit ces lignes, mais il n'est pas fait pour tenir une plume. Il n'y a qu'un poseur prétentieux, ignorant et grossier qui puisse avoir l'audace de parler sur ce ton-là.

Le Monde dit : " Avez-vous connaissance d'un seul chef politique dont le cerveau ait enfanté l'idée qu'il travaille à faire triompher ? Moi, je n'en connais pas."

Cela nous rappelle les lignes d'Alfred de Musset :

" Rien n'appartient à rien, tout appartient à tous.

" Il faut être ignorant comme un maître d'école

" Pour se flatter de dire une seule parole

" Que personne ici-bas n'ait pu dire avant nous.

" C'est imiter quelqu'un que de planter des choux.

Nous lisons dans La Presse : " Voilà pres de trois ans, une notoire maîtresse de maison de prostitution est venue planter sa tante, "rue Ste-Monique, et a exercé depuis, au mépris de la loi, sa honteuse industrie. Elle avait été précédemment expulsée de la partie est de la ville. Elle a acheté une maison qui n'est qu'à un jet de pierre du palais archiépiscopal, de l'église (presbytérienne) St-Paul, de l'école protestante du parc Belmont, et non loin de l'Académie des Sœurs de la Congrégation."

Si les voisins ne peuvent obtenir qu'on fasse cesser cet abus, ils n'ont qu'à s'organiser en comité de surveillance et à se faire justice eux-mêmes. La ville est grande ; que chacun se loge où il ne constitue pas une nuisance pour ses voisins.

La propagation de l'immoralité à Montréal est due à l'absence totale de maisons licenciées, sous la surveillance immédiate de la police et du comité de santé. La statistique fait voir que le nombre d'établissements de débauche a considérablement augmenté depuis cinq ans. Les fermer totalement serait donner au vice une autre direction dont les citoyens ne tarderaient pas à sentir les désastreux effets.

Les diminuer et n'en autoriser qu'un nombre limité, en les soumettant à une surveillance active, serait l'unique remède.

Saint Louis, roi de France, est le premier dans l'histoire qui ait compris et accepté certains compromis que les conditions morales des grandes villes rendent nécessaires.

Nous lisons dans La Vérité :

" L'Etendard revient à la charge dans son numéro du 14, et s'efforce d'établir que cette brochure (" Le castorisme, voilà l'ennemi ") est l'œuvre des libéraux. S'il en est ainsi, pourquoi les journaux conservateurs ne la condamnent-ils pas ? Et comment se fait-il que La Presse en ait eu la primeur ? Car dès vendredi de la semaine dernière, cette feuille bleue en publiait une analyse. L'Electeur n'en a commencé la publication que samedi. Non, c'est bien l'œuvre de la faction bleue, nuance Chapleau."

La Vérité fait une légère erreur. Elle oublie que la faction bleue, nuance Chapleau, c'est le gros du parti

conservateur. On peut appeler faction la petite école formée par M. Tardivel, école qui, pour être très respectable, n'en fait pas plus la pluie et le beau temps dans notre monde politique.

La brochure, " Le castorisme, voilà l'ennemi," contient, à côté de grandes vérités, des erreurs et des inexactitudes qui devront être relevées. Contre un ennemi aussi vulnérable que cette faction, — (qui, disons-le en passant, n'a plus l'influence de jadis,) — il suffit de bien connaître les faits pour que les coups portent. La meilleure des causes serait gâtée par l'exagération qui caractérise la brochure en question.

Une des causes réelles, quoique non avouées, du mécontentement des conservateurs contre les Castors se trouve dans la distribution des impressions du gouvernement. Comme je n'en reçois pas et n'en attends pas, je puis en parler librement pour plaire aux journalistes qui ne sont pas dans le même cas. Ce patronage s'exerce par le secrétaire provincial, qui n'a évidemment pas oublié combien cela payait sous le régime Mercier, et qui fait passer la grosse part par son organe personnel, L'Etendard. Que voulez-vous ? C'est ainsi de notre temps. Il suffit aux hommes comme aux journaux d'avoir été fidèles dans les bons et les mauvais jours pour se voir négligés au bénéfice de ceux qui n'ont jamais porté le lourd fardeau du dévouement à quoi que ce soit.

L'épreuve a été rude pour la province de Québec depuis trois ans. Nos hommes d'Etat, nos représentants, notre magistrature, tout a été traîné dans la boue, violé, humilié. L'heure du relèvement paraît avoir sonné. Pas un homme politique ne devrait occuper un poste de confiance s'il n'est prêt à se soumettre à toute enquête qu'on voudra lui imposer, quand des accusations sérieuses seront portées contre lui. Qui est innocent n'a rien à craindre.

Le Monde dit avec raison :

" M. Joncas n'est pas seulement le député si avantageusement connu et le journaliste très cité dont nos lecteurs connaissent bien l'œuvre : il est encore notre plus incontestable autorité en matière de pêcheries. Il y a une dizaine d'années, parurent, signées de son nom, quelques lettres sur ce sujet. Du coup sa réputation fut faite et elle n'a cessé de s'élargir depuis."

Personne n'est mieux qualifié que M. Joncas pour diriger l'exposition de pêcheries à Chicago. Il a fourni de brillants états de service à Londres, en 1886, et il n'y a pas de raison pour ne pas utiliser de nouveau ses connaissances et son expérience.

Des ministres de Québec, M. Pelletier paraît être celui qui soigne de plus près ses intérêts politiques. Il est constamment à son poste, ne manque pas une occasion de se mettre en rapport avec le public, se tient au mieux avec son premier ministre, a des officieux qui lui donnent le bénéfice des sages mesures et qui le dégagent personnellement de la responsabilité des actes impopulaires du gouvernement, et cultive avec soin les milieux et les gens dont il pourra un jour avoir besoin. Cette prévoyance politique et cette intelligence en activité sont les dernières choses dont je voudrais faire reproche au secrétaire provincial.